

71. 129.
N°. C. X X V I X.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Vendredi 16 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 14 Avril 1790.

Décret qui ordonne que l'administration des
biens du clergé sera, dès la présente année,
confiée aux administrations de département.
--Nouvel acte de justice manqué.--Nouveaux
troubles à Brnxelles.

Le décret annoncé depuis si long-tems, que
des dispositions antérieures, et la lutte même des
opposans annonçoient assez, est enfin rendu.
Vainement les clameurs des évêques ont plusieurs

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement; par
lequel je preveñois le public de son escroquerie.

fois interrompu le discours ferme, vigoureux et vrai de l'abbé Gouttes; vainement l'abbé d'Aymar a réitéré, pour le clergé, l'offre insidieuse de 400 millions: vainement Cazalès a répété les mêmes offres, et déclamé contre ce qu'il appelle l'envahissement impie des biens de la religion; plus vainement encore, l'évêque de Clermont a protesté contre les décisions de l'assemblée: la bonne cause a triomphé, parce qu'elle devoit triompher. L'assemblée ferme dans ses principes, ne s'est méprise sur aucun des nouveaux pièges qu'on lui tendoit, et elle a rendu le décret suivant, qui a été accueilli avec transport.

A R T I C L E P R E M I E R.

L'administration des biens déclarés, par le décret du 2 novembre dernier, être à la disposition de la nation, sera et demeurera, dès la présente année, confié aux administrations de départemens et de districts, ou à leurs directoires, sous les regles, exceptions et modifications qui seront expliquées.

ART. II. Dorénavant, et à compter du premier janvier de la présente année, le traitement de tous les ecclésiastiques sera payé en argent, aux termes et sur le pied qui seront incessamment fixés: néanmoins, les curés de campagne continueront d'administrer, provisoirement, les fonds territoriaux attachés à leurs bénéfices, à la charge

d'en compenser les fruits avec leur traitement , et de faire raison du surplus.

ART. III. Les dîmes de toutes especes , abolies par l'article 5 du décret du 4 août dernier et jours suivans , ensemble les droits et redevances qui en tiennent lieu , mentionnés audit décret ; comme aussi les dîmes inféodées , appartenantes aux laïcs , à raison desquelles il sera accordé une indemnité sur le trésor public , cesseront toutes d'être perçues à compter du 1 janvier 1791 : et cependant les redevables seront tenus de les payer à qui de droit exactement , durant la présente année , comme par le passé ; à défaut de quoi , ils y seront contraints.

ART. IV. Dans l'état des dépenses publiques de chaque année , il sera porté une somme suffisante pour fournir aux frais du culte de la religion catholique , apostolique et romaine , à l'entretien des ministres des autels , au soulagement des pauvres et aux pensions des ecclésiastiques , tant séculiers que réguliers , de l'un et de l'autre sexe ; de maniere que les biens mentionnés au premier article , puissent être dégagés de toutes charges , et employés , par le corps législatif , aux plus grands et aux plus pressans besoins de l'état.

« La somme nécessaire au service de l'année 1791 sera incessamment déterminée. »

Nouvel acte de justice manqué.

Oui, ce n'est qu'à force de poursuivre, d'effrayer les ennemis du bien public, que nous parviendrons à la régénération et au terme heureux de la constitution. Il s'en est peu fallu mardi dernier que Mirabeau le cadet, Cazalès et l'abbé Maury, que convoient depuis long-tems *la lanterne*, n'allassent y figurer tous les trois. Le ciel n'a pas permis que la terre fut purgée de ces monstres; mais le détail des dangers qu'ils ont couru, me paroît trop intéressant pour n'être pas rapporté. Il pourra servir d'exemple et d'effroi aux traîtres qui seroient à l'avenir tentés de suivre leurs traces.

Cazalès et Mirabeau, le cadet, sortoient de l'assemblée nationale, par la grande porte; ils étoient parvenus à la moitié de l'allée qui conduit à la cour du manège, lorsqu'ils rencontrèrent deux dames de leur connoissance, auxquelles ils offrirent le bras. A peine avoient-ils fait quelques pas, qu'ils virent accourir à eux une foule d'hommes, sortant des Thuilleries et du passage qui mène à la rue S. Honoré. Cazalès et Mirabeau, heureusement pour eux, mais non pas pour nous, étoient précédés de 25 ou 30 grenadiers, qui avoient été de garde à la salle et qui s'en retournoient. L'officier qui les commandoit, craignant de voir lanterner

les deux aristocrates qui le suivoient , fit mettre son détachement en ligne , pour en imposer au peuple. Cependant un bourgeois , ayant un sabre au côté , s'approche de Mirabeau le cadet , en disant , ces gueux-là sont bien heureux d'avoir une garde. Mirabeau ne pouvant quitter le bras de cette dame qu'il conduisoit , désigne cet homme à la garde ; mais il s'échappe dans la foule. Les illustres membres ont alors invité leurs dames à entrer dans une maison , et vouloient poursuivre seuls leur route , en répondant aux grenadiers qui offroient de les conduire , qu'ils étoient d'un métier où l'on bravoit le danger. (Mais on ne brave pas la lanterne.) Les grenadiers ayant insistés à les vouloir accompagner , il gagnèrent le passage. Ils commençoient à être serrés de près : un homme s'approche du vicomte , et lui mettant le poing sous le nez : infâme gueux , lui dit-il ! tu périras. Le vicomte met alors l'épée à la main ; il se fait une escarre dans le peuple : les grenadiers profitent de ce moment pour les entourer ; Cazalès et Mirabeau marchent au milieu d'eux jusques dans la rue S. Honoré. Ils entrent , alors , dans la maison de M. Bourdeille , banquier , passent par une porte de derriere , qui donne dans la cour des Jacobins , et gagnent le jardin , duquel il sortent , aidés de la garde nationale , en escaladant une muraille. De-là

M. Michau , officier des grenadiers , qui venoit de leur sauver la vie , les mena chez lui d'où ils se rendirent à leurs demeures respectives.

A l'égard de l'abbé Maury , comme il sortoit de l'endroit où il avoit diné , il fut reconnu par un enfant de douze ans qui , en le précédant , le nommoit à tous ceux qu'il rencontroit. L'abbé Mauri est alors suivi , entouré ; la foule grossit ; on parle de LA LANTERNE : jugeant alors qu'il ne pourroit se rendre où il alloit , sans traîner après lui une foule plus grande encore , et bien plus importune , l'abbé prit le sage parti de frapper à la première porte cochère qu'il rencontra dans la rue Sainte-Anne : il y fut assez bien reçu , à la frayeur près qu'il causa lorsqu'il se fut nommé. La garde nationale parvint alors à écarter le peuple , et de forts piquets fermerent les deux côtés de la rue. — M. le vicomte de Noailles et M. Desmeunier , qui se trouvoient dans le quartier , se rendirent auprès de l'abbé Maury ; et de concert avec M. Fulchiron , capitaine d'une compagnie du district où ils se trouvoient , ils ramenerent l'abbé chez lui , après lui avoir fait sentir la nécessité de lier ses cheveux en queue , et de se revêtir d'une redingotte de l'uniforme de la garde nationale.

Réflexions de l'Ami du peuple.

Je voudrais qu'on ne ménageât pas plus les ennemis du bien public, qu'on n'a ménagé de Launai, Fleisselles, Foulon et Berthier : je m'explique, il est permis à un homme d'avoir son opinion et de la soutenir ; tout le monde ne voit pas les choses du même œil ni du même côté. C'est au comte de Mirabeau que nous devons le fatal VETO, qu'il a soutenu de tous les efforts de son éloquence : étoit-il, ou n'étoit-il pas payé par la cour, pour soutenir avec tant de chaleur un système aussi inconstitutionnel, ce n'est pas à quoi je m'arrête : ce qui fait que je lui pardonne, c'est que, sans intriguer, sans cabaler, il s'est borné à soutenir son opinion ; il a séduit, soit..... mais, quand dix ou douze misérables se liguent, se concertent ensemble, pour s'opposer à tout ce qu'on veut faire de bien dans l'assemblée nationale, quand ils ne cherchent qu'à y semer le trouble et l'allarme, quand ils n'y entrent que pour secouer le flambeau des furies, quand ils y introduisent des gens secrètement armés de pistolets, pour y porter la terreur et l'effroi, quand ils y entrent eux-mêmes, armés pour se mêler au tumulte, achever le désordre et opérer la dissolution de l'assemblée ; quelle que respectable, quelqu'inviolable que soit la personne de ces infâmes, je soutiens qu'il en doit être fait justice par le peuple, seul juge dans cette cause.-- Quoiqu'il en soit, on ne peut trop louer la conduite qu'a tenue la garde nationale ce jour là. le vicomte de Mirabeau, qui avoit eu l'imprudence de tirer l'épée, lui doit véritable-

ment son salut (1). Sans la garde nationale, LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA LANTERNE, c'est-à-dire, L'ABBÉ MAURY alloit y figurer, en saditte qualité..... l'un menaçoit le peuple de son épée, l'autre de ses pistolets; mais que peut une épée, que peuvent des pistolets contre quinze cent hommes et UNE LANTERNE.

Nouveaux troubles à Bruxelles.

Tout le monde conviendra que c'est au général Wan-der-Mersch que les Pays-Bas doivent leur affranchissement du joug Autrichien. Wander-Noot, errant, fugitif, méprisé, n'ayant pour agir que des paroles vagues des cours de la Haye et de Berlin, qui avoient intérêt à exciter un soulèvement, n'auroit été qu'un misérable aventurier sans le génie et la valeur de Wan-der-Mersch. Ce brave homme ne devoit donc pas s'attendre à être regardé comme traître à sa patrie : cependant, il vient d'être accusé de haute trahison contre la nation : il est accouru de l'armée pour rendre compte de sa conduite. Jusques à présent, il a la ville pour prison. Réduit à se laver de cette lâche accusation, devant ceux qui lui doivent leur autorité présente, ne pourroit-il pas imiter Scipion ?

(1) Un grenadier a été blessé d'un coup de sabre en défendant cet ivrogne là.

De l'Imprimerie de M A R A T.